



05-11-2012

Sécurité Sociale : danger

Le budget de la Sécurité Sociale adopté en première lecture à l'Assemblée Nationale s'inscrit dans la continuité de la politique de régression et de privatisation. Cette conquête des salariés, instaurée au sortir de la 2^{ème} guerre mondiale par le Conseil National de la résistance visait à instaurer une couverture santé universelle. Elle est aujourd'hui en grave danger.

Le déficit annoncé pour 2012 de la S.S. est de 17,4 milliards. Ceci est à mettre en regard des 70 milliards annuels d'exonérations de cotisations des entreprises. Et il faut ajouter que les placements financiers des banques et entreprises qui spéculent ne paient pas de cotisations sociales. Le gouvernement socialiste refuse de les taxer.

Les restrictions des budgets hospitaliers sont confirmés. Des milliers d'emplois seront encore supprimés et des hôpitaux vont être fermés avec toutes les graves conséquences pour les malades et pour le personnel surchargé de travail.

Par ailleurs le gouvernement prépare sur la base d'un rapport demandé au « Haut Conseil du financement de la protection sociale », une réforme de la protection sociale – Sécurité Sociale, retraites et retraites complémentaires, prestations familiales, assurance-chômage- pour début 2013. Objectif confirmé du gouvernement socialiste : une étape pour baisser le coût du travail, pour assurer la « compétitivité ».

Le gouvernement socialiste poursuit la casse du système de Sécurité Sociale, l'objectif est sa privatisation. Il est vital de contrecarrer ces menaces, de préserver par la lutte le droit à la protection sociale pour tous. Communistes s'inscrit dans cette lutte.

www.sitecommunistes.org